

Passions politiques

Les politiques de la violence ne peuvent se construire en méconnaissant les passions qui irriguent la pratique des acteurs politiques. Accepter ces passions et reconnaître la force des attachements créés au cœur du conflit et du pouvoir permettrait de risquer la rencontre de l'autre, jusque dans ses violences.

Comment rendre compte de la passion présente au cœur de l'activité politique ordinaire, qui la nourrit de façon intense, la rend si excitante pour beaucoup et en même temps épuisante ou vaine à certains moments ? L'exercice est presque impossible tant la politique s'est construite sur la déqualification des passions et le mythe de l'analyse rationnelle des questions et des solutions. Cette expulsion des passions du champ de la politique débouche en fait sur la violence non maîtrisée. Elle ne peut être surmontée que si les acteurs politiques acceptent de reconnaître que le pouvoir n'est pas que l'organisation de la relation entre intérêts rationnels, identifiables et mesurables, mais aussi comme un couplage entre acteurs aux intérêts opposés, comme l'expression de passions ambivalentes.

1 - La constitution conjointe du sujet politique et de la connaissance, détachés des passions

Le plus surprenant dans l'activité politique fut pour moi l'omniprésence du discours de l'intérêt général, de la délibération éclairée, de l'empire de la raison sur toutes les décisions. Ce discours disqualifie systématiquement toutes les interventions passionnelles, en leur attribuant

■ Despret, Vinciane, *Ces Émotions qui nous fabriquent, Le Seuil (Les empêcheurs de tourner en rond), 2001.* d'emblée le qualificatif de violent. La disqualification des passions est constitutive de la sphère politique. Vinciane Despret¹ a très bien montré comment Platon s'est ingénié

à construire la séparation du sujet d'avec le monde d'une part et la séparation de la raison des passions d'autre part pour en faire les conditions de possibilité et de stabilité de la connaissance et du gouvernement. Chez Platon, « la passion rend la connaissance impossible [...], la passion rend le peuple dangereux et fait perdre la maîtrise de l'âme [...], la passion compromet l'identité de l'âme avec elle-même puisqu'elle la met dans un rapport qui s'instaure comme une dangereuse fusion avec le monde [...] » (p. 140).

Cette disqualification des passions dans la constitution de l'espace politique n'est pas un détail, elle irrigue la conception éclairée du pouvoir aussi bien que les modèles démocratiques eux-mêmes. Seul un sujet politique détaché de ses passions peut participer à l'activité politique comme citoyen. À l'opposé de cette activité délibérative où la raison et l'argumentation dominant, se développe la rhétorique maniée par les sophistes et par les démagogues, cette « technique », comme le dit Platon, qui permet la séduction. C'est le domaine des foules, telles que Lebon les a analysées, êtres de passion par définition, prêtes à être séduites par les démagogues et surtout incapables de contrôle d'elles-mêmes, s'enivrant de leur propre énergie. C'est sur le mode d'une association durable que se constituent à la fois un modèle de l'argumentation rationnelle, contre la rhétorique et un modèle du sujet politique, individuel, détaché, contre la foule et la tradition. C'est grâce à cette double opération que peut se constituer un espace public, fondé sur la délibération collective éclairée, à la mode d'Habermas. Ce cadre continue à s'imposer dans les pratiques quotidiennes de nos démocraties, il permet de stabiliser un univers politique sans cesse guetté par la décomposition, lorsque font irruption des groupes « auto-déclarés », des acteurs « protestataires » sans arguments clairs, des actes de « destruction » revendiqués ou non, des « réactions » spontanées de foules qui manifestent, etc. Le premier travail des politiques est de réinstaurer la frontière entre ceux qui savent faire de la politique et qui en acceptent les règles et les irrécupérables : on demande des délégués, on crée des commissions, on parle et on évacue ainsi les tensions et les passions, au moins le pense-t-on. Stabiliser, c'est ainsi organiser la délégation, la représentation et la purification tout à la fois :

- on sélectionne des êtres plus aptes à « jouer le jeu » mais en même temps capables de parler au nom des autres (et les deux qualités les font plonger dans la contradiction de toute la sphère politique);
- on met en scène l'espace séparé de la discussion, loin de la rue, des lieux de travail réels, « du terrain » et on en produit le compte rendu (différé, mis en forme);

- on épure les débats de toutes passions pour construire un espace rationnel de résolution de problème, contre l'imbroglia du «vécu». Mais dans ce mouvement de séparation du politique d'avec les passions, plusieurs opérations sont confondues qui sont aussi des confusions conceptuelles: c'est de cette façon que l'on arrive à qualifier de violence tout et n'importe quoi. L'intérêt du vocable «passion» est de regrouper de façon plutôt synthétique un ensemble de notions qui, dans les catégories pratiques des politiques, sont mêlées et c'est à ce titre sans doute que Tocqueville en faisait un emploi intensif.

La violence: une qualification extensive pour évacuer le conflit

À un extrême, nous trouverons la violence: elle n'est plus limitée aux passages à l'acte qui menacent l'intégrité physique des personnes, qui prennent donc le risque de toucher à l'interdit, «Tu ne tueras point.», elle sert à qualifier toute attaque contre les biens. Mais que faire alors des «violences verbales» qui vont de l'insulte caractérisée au ton véhément en passant par le discours agressif: c'est un indice que ce qui est énoncé compte finalement peu par rapport à la poussée passionnelle qui le porte. C'est pour cette raison que de nombreux acteurs ordinaires se font disqualifier: ils restent attachés à ce qui les a «mis en mouvement» (et c'est la même racine qu'émotion), ils vivent un drame personnel, ils souffrent, ils «ont la haine» et cela «parasite» toute leur expression quand bien même leurs arguments sont fondés. Ils sont disqualifiés, ils sont considérés comme faibles, car incapables de se maîtriser. Le «monde civique», pour employer les termes de Boltanski et Thévenot, rejette totalement ce qui peut relever de l'inspiration, de l'expression d'un soi, toujours trop individuel mais aussi trop fusionnel. Le détachement est en revanche particulièrement bien joué par les politiques lorsqu'ils parviennent à faire des attaques sévères et très agressives sans aucun effet passionnel: on lit alors l'admiration de tous les auditeurs face à ce coup rhétorique qui respecte les formes du débat tout en montrant une «agressivité civile», fortement valorisée dans la pratique politique. Là, nous touchons à la contradiction inhérente à la pratique politique, sur laquelle je reviendrai.

L'extension de la qualification de violence à tous types de comportements révèle la peur de tout conflit. Sans que l'agressivité se traduise par un passage à l'acte, une marque de désaccord pourra pourtant être perçue comme une violence et disqualifiée à ce titre. L'idéologie du consensus, souvent confondu abusivement avec le compromis, rend insupportable tout conflit et dans le même temps indique une telle peur de ce conflit, que l'on se trouve encore plus désarmé face à des manifestations de

violence réelle. Les conflits bien cadrés et pourvus de signification comme les conflits de classe, de religion, de groupes ethniques, pouvaient certes générer de la violence parfois mais restaient interprétables. Le refus du conflit, l'idéologie du consensus, de l'harmonie a priori, rend impuissant devant toute expression un peu agressive et encore plus devant toute violence. C'est notamment le cas lorsqu'un modèle de domination rationnelle technocratique s'impose, où les arguments de la raison sont supposés «évidents» et convaincants en eux-mêmes, incontestables, quasiment hors politique, ce que tout le monde dénonce sous le nom de «pensée unique» mais que tout le monde reproduit à son profit². C'est bien, à mon avis, l'affaiblissement du politique dans sa dimension de mise en ordre des conflits, de définition des lignes de force de construction du monde commun, qui peut créer une extension du sentiment de violence et de sa qualification à toute pratique hors consensus. On pourrait ainsi dire qu'au-delà de la pratique politique même, la thématique de l'insécurité, qui perçoit toute altération du consensus et de l'ordre comme violence, est en elle-même porteuse de violence, car elle paralyse toute pensée du conflit, de l'altérité et par là toute pensée politique de la construction d'un monde commun (et de ce fait de ce qui n'est pas commun, et donc conflictuel). Rabattre les enjeux des «banlieues», porteuses d'une altérité radicale, sur des questions de sécurité ou de «sauveçons», c'est tracer la voie de l'action violente comme seul mode de... dialogue, car il s'agit encore de dialogue pourtant.

L'émotion disqualifiée

Plus largement, la disqualification s'étend à toute émotion en théorie politique, alors même que les médias en font un grand usage, ce qui crée une contradiction dans la pratique des acteurs politiques: lorsqu'ils interviennent dans le registre de l'émotion, ils font «de l'image», ils confient cette tâche à des spécialistes, renvoyant clairement ces émotions au savoir-faire, à la technique au sens de Platon, aux artifices, à la tromperie et à la rhétorique. On met en scène l'émotion mais le vrai travail politique s'affiche sans émotions.

Ces confusions permettent de nier toutes les dimensions passionnelles de la pratique politique, de la violence à l'émotion, du conflit à l'agressivité. Nous verrons plus loin quelles sont les pratiques effectives qui rendent difficiles toute prise en charge de ces passions.

■ On pourrait aussi y trouver une illustration de la thèse de Girard sur le mimétisme qui génère la violence, puisque la domination technocratique «crée du même» au nom de la raison, et cela s'exprime d'ailleurs dans les luttes anti-mondialisation (cf. ma tribune dans Libération du 28 Août 2001: «Les risques de la course au même»)

2- État des lieux de la panne théorique sur le pouvoir

La « théorie ordinaire » du politique est elle-même incapable de prendre en compte des passions: le point clé consiste à ramener toutes les questions de gouvernement et de pouvoir à des calculs. Nous nous attachons seulement ici à celles qui sont exploitées dans les pratiques politiques actuelles, qui font l'équipement intellectuel de tout engagement politique.

La force du « rapport de forces »

Le modèle marxiste qui inspire encore largement toute la pensée de gauche est un modèle sans politique. Cette dimension n'a aucun statut propre, elle est réduite à la traduction des rapports économiques de classe. Pourtant, la théorie du conflit de classe aurait dû contraindre à penser le pouvoir. En réalité, Marx, pensera ce conflit en termes de « forces ». Le rapport de forces est sans doute une expression classique et évidente pour tous les acteurs politiques et notamment à gauche, lorsqu'on s'inspire de Marx (mais la question avait été abordée par Hobbes dans ces termes). Pourtant, cette métaphore physique rend totalement incompréhensibles les phénomènes de domination que Marx théorise par ailleurs: on le sait, ce n'est pas seulement la force qui fait durer un système de domination mais une forme d'adhésion, c'est-à-dire d'introjection de l'ordre des places, de collage au monde et au désir de l'autre³. D'où le désarroi de la gauche face au vote Le Pen des catégories populaires. L'avantage de la pensée en termes de « forces », c'est qu'on peut la calculer, qu'on peut y appliquer des stratégies militaires, *qu'on évite de penser l'interrelation, le couplage⁴, constitutifs de tout rapport de pouvoir*.

■ Bourdieu a certes tenté de modéliser cette domination mais en ne lui donnant aucun statut propre, puisqu'il s'agit, au bout du compte, de reproduction des places et des inégalités de capital.

■ Un tel terme est plutôt proche des concepts de Gilbert Simondon portant sur la constitution des objets techniques et des milieux techniques. Nous utilisons ici son approche « transductive » dans un autre contexte.

négligeable et il existe une objectivité de la politique: le rapport de forces électoral par exemple, pour d'autres le rapport de forces dans la rue, dans les sondages, etc. Tout cela peut se compter, se mesurer. Le lien sémantique direct avec l'emploi de la force, et par là de la violence, est souvent escamoté mais il ne l'était pas dans le cas du marxisme, de sa dictature du prolétariat et de l'action révolutionnaire. Toute pensée politique en termes de rapport de forces porte en elle les germes du totalitarisme, pourrait-on dire, et le renforce par une prétention à l'objectivité scientifique qui vise précisément à sortir le politique du débat... politique.

Les intérêts contre les passions

Mais le règne du calcul, modèle tellement limité de la raison, fut encore plus développé en théorie économique. La coordination des acteurs par le marché n'est supposée possible que si les acteurs n'agissent qu'en fonction d'intérêts qui peuvent faire l'objet de calculs, d'anticipations et d'équilibres. Comme l'a bien montré Hirschmann⁵, cette opération permet de réduire les passions qui, elles, ne génèrent que désordre et restent par définition incontrôlables. Ce modèle de la théorie classique et néo-classique est ainsi à la fois une nécessité pour expliquer comment, malgré les passions anarchiques, un ordre social parvient à se construire (car le modèle de l'intérêt peut alors être étendu à toutes les sphères sociales et non limité aux échanges de biens) et en même temps une prescription politique pour gérer la cité comme si les humains étaient simplement dotés d'intérêts. Ce coup de force théorique permet d'établir une discipline académique qui aide aussi à gouverner et possède ainsi un effet performatif indéniable: les intérêts finissent bien par gouverner le monde et rendent ainsi le monde gouvernable, alors que les passions ne débouchent sur aucun principe de coordination possible des acteurs. L'idée selon laquelle l'intérêt est le principe organisateur de la société devient ainsi le bréviaire de tout acteur politique. Lorsqu'il ne pense pas en termes de rapport de forces, il pense en termes d'intérêts que l'on peut non seulement exprimer ou défendre mais aussi manipuler, en s'appuyant sur des groupes d'intérêts, des lobbies. Mais on ignore alors tout l'acquis du déplacement apporté par le modèle de l'intéressement développé notamment par M. Callon⁶ et que nous pouvons prolonger ici. Ce qui devient une cible pour l'intérêt, c'est un « objet du désir » dans la terminologie lacanienne qui est toujours indicible et qui n'apparaît que sous la forme d'une demande: c'est dire qu'elle est toujours l'objet supposé désiré par l'autre. Nous sommes plus proches qu'on ne le dit souvent des modèles de Tarde sur l'imitation. Les intérêts ne sont donc en rien des propriétés intrinsèques des acteurs mais plutôt une propriété de la relation entre les acteurs qui définit ces acteurs eux-mêmes. Comme le dit M. Callon, intéresser c'est alors « se mettre entre » une relation déjà existante pour déplacer des attachements. Ce couplage d'un autre type que celui du pouvoir est essentiel à prendre en compte car il donne du jeu à l'analyse réciproque des acteurs, tout en les empêchant d'avoir la maîtrise de ce couplage: c'est alors l'objet de la demande qui nous tient. Alors que

■ Hirschmann, *Les Passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980.

■ Callon, Michel, « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », in *L'année sociologique*, 1986, n° 36, pp.169-208.

toute pensée en termes d'intérêts «objectivables» permet de retomber sur un modèle de la maîtrise qui fait le cœur du discours moderne.

L'intérêt général

Toutefois, par un retournement intéressant, on en viendra petit à petit à assimiler dans la rhétorique politique, «intérêts» à «intérêts particuliers», connotés négativement, voire même ramenés aux passions, sous forme de «l'appât du gain». Dès lors, il devient impossible de traiter cette division à l'aide de la notion d'intérêts: par définition, pourrait-on dire, la politique s'annule quand elle ramène sa propre vision du monde à celle des intérêts, qui deviennent toujours particuliers. Pour produire en même temps de l'unité, c'est la notion «d'intérêt général» qui sera le recours suprême pour se sortir d'un conflit qui ne cesse de réapparaître. On peut le considérer comme une version dogmatique du calcul, permettant de faire taire toute expression d'autres intérêts (qui redeviennent dès lors des passions), qui se voient disqualifiés comme particuliers face à un intérêt général, qui préexisterait ou qui serait révélé à ses porte-parole, les responsables politiques. Cette manière d'évacuer le conflit cherche à réintroduire une transcendance, un point de vue équivalent à celui d'un être au savoir infini chez Leibniz. Cette procédure montre bien comment le politique évacué dans les deux premiers moments comme naturalités des intérêts (et des forces) se retrouve ici encore évacué en faisant appel à un recours transcendantal évitant le risque du débat et de la non-maîtrise. Cet intérêt général peut même trouver des appuis dans les modèles rationnels de la décision. Les théories des jeux mobilisées en théories de la décision sortent alors du cadre strict des intérêts, pour emprunter largement à une formalisation logique étendue. La raison triomphe alors sous la forme de la logique qui permet d'équiper le décideur. L'administration et les grands corps en France, nourris à ce dogme technocratique de la rationalité instrumentale, ont acquis ce monopole sur toute pensée du gouvernement, à partir de calculs étendus à des propositions logiques. La pression considérable à la «rationalisation» toujours en cours dans toute l'administration, sous forme de rationalisation budgétaire par exemple (mais bien au-delà car elle n'a pas de fin), permet d'écraser toute analyse en termes de pouvoir ou de demande et de disqualifier toutes les critiques en termes de résistances, d'archaïsmes, d'intérêts particuliers, tous ramenés à l'état de passions ingouvernables. La rationalisation du gouvernement démocratique, en faisant disparaître la spécificité du politique, ne peut que provoquer l'émergence des passions qu'elle tend pourtant à disqualifier sans cesse. La seule posture reconnue pour ces expressions divergentes est alors celle de la passion, puisque la raison est

toujours ailleurs, dans un intérêt général surplombant mais porté par la parole de certains seulement.

Le recours à l'autorité

Dans la mesure où le rapport de forces «objectif» ne parvient jamais à faire disparaître la complexité du lien de pouvoir, il faut faire appel à un au-delà du conflit, cette fois-ci l'autorité. Il serait aisé de limiter ici l'autorité au type de domination «charismatique» qu'avait établi Weber, où l'émotion était explicitement mobilisée. Mais Weber avait tendance à utiliser autorité comme synonyme de domination et cela nous paraît réducteur. Hannah Arendt opposait l'autorité «à la fois à la contrainte par force et à la persuasion par arguments». Comme le montre, depuis près de trente ans, Gérard Mendel⁷, les fondations émotionnelles de l'autorité doivent être analysées et elle nous permettent de retrouver l'expérience ordinaire de tous les acteurs. La peur est le ressort fondamental de l'autorité et en particulier la peur de l'abandon, nous y reviendrons. Mais G. Mendel note aussi que, paradoxalement, l'autorité, dans le sens courant actuel, se trouve ramenée à la capacité à utiliser la force: les sanctions, les punitions, sont devenues les signes de l'autorité, notamment dans le modèle sécuritaire contemporain, alors qu'il s'agit précisément du contraire et d'un échec patent de l'autorité dès lors que l'on a recours à la contrainte et à la force! G. Mendel explique cette confusion de façon intéressante pour notre propos: «Tout se passe comme si, parlant de l'autorité, nous cédions à la nostalgie d'un temps où, plus même que l'obéissance obtenue sans justification, c'est le consensus, l'absence de conflit, qui nous fascinent. Aujourd'hui où tout se discute à l'infini, où presque rien n'est plus assuré qui fasse l'objet de l'assentiment commun, où les contradictions sont à fleur de réalité, à fleur de peau, l'usage "en dépit du bon sens" de la notion d'autorité, dit notre fatigue d'avoir à vivre le conflit en permanence, et sans disposer des outils qui permettraient la négociation régulée d'un accord.» (p. 29) L'autorité est en effet quelque peu émoussée car c'est au contraire l'affaiblissement de tous les cadres «naturels» de l'autorité (dans la religion d'abord mais aussi dans la famille ou dans l'État) qui nécessite de faire appel à cette notion. C'est une fois qu'on l'a perdue qu'on se rend compte qu'elle

■ Une collection «Sociopsychanalyse» parue chez Payot dans les années 70, avait relaté des expériences remarquables pour aider des collectifs à analyser les enjeux de pouvoir au sein de certaines institutions et à sortir des modèles autoritaires en reprenant le pouvoir sur les niveaux supérieurs de l'institution plutôt qu'en abusant de la position dominée des inférieurs. Je fais ici référence à son dernier ouvrage: Une Histoire de l'autorité (Fayard, 2002).

8 Legendre, Pierre, L'Amour du censeur. Essai sur l'ordre dogmatique, Paris, Éditions du Seuil, 1974.

9 La modernisation est en quelque sorte en cours de réussite complète lorsqu'elle parvient à faire s'effondrer ces ressorts de la dépendance issus des traditions, contradictoires avec les promesses de liberté et d'égalité. Ce faisant, comme le dit Ulrich Beck pour la société industrielle (in La société du risque, 2002 pour la traduction française), cet achèvement de la modernité creuse un vide fantastique sous ses propres pieds et l'on en voit les résultats dans la désorientation générale quant aux principes normatifs encore partagés.

- le rapport de forces et les intérêts permettent de penser la division sociale, en naturalisant le conflit et la demande, en les considérant comme des attributs stables et calculables des êtres, ce que ne sont pas les passions. Les politiques deviennent ainsi impuissants à penser le couplage qui les définit eux-mêmes;
- l'intérêt général et l'autorité permettent de penser l'unification socio-politique nécessaire, en faisant appel à un au-delà de la relation de conflit et de pouvoir. Dès lors, ils pensent le lien socio-politique comme transcendant et totalement détaché des passions, enracinées par « essence » dans les corps et les particularismes.

Si utiles que soient ces notions, elles ne permettent pas de penser le pouvoir ni le conflit. Or, c'est à cette condition que pourront être réintégrées les passions et que dès lors, nous pourrions parler de violence sans proférer immédiatement des anathèmes impuissants. Ce déficit conceptuel devient lourd de conséquences dès lors que chaque acteur politique doit faire avec ses passions (ou celles des autres) sans avoir d'autre issue que de vivre dans cette contradiction : les refouler (version traditionnelle de la politique noble) et les valoriser (version « militante » réaliste du « combat » politique).

servait, alors même que tout le projet politique libertaire de gauche notamment, dans la lignée du projet démocratique, a contribué à la saper. Or, ce qui a disparu, « l'autorité naturelle », propre au monde de la tradition, a bien disparu et ne sera pas reconstruit. Vouloir encore se servir de cette notion pour analyser sa pratique politique, c'est en fait encore évacuer le conflit, évacuer l'incertitude, évacuer les passions, pour en faire jouer une seule, la peur, en mobilisant une dimension au-delà du conflit. C'est exploiter les mécanismes ancestraux de « l'amour du censeur⁸ », qui paraît si contradictoire avec les modèles démocratiques et qui pourtant n'a cessé de fonctionner au cœur même de la démocratie⁹.

Ces cadres conceptuels sont en quelque sorte le prêt à penser des acteurs politiques qui expliquent leur incapacité à admettre la place des passions dans leurs modèles:

3- L'indispensable passion en politique

Les passions sont au cœur de la pratique politique à deux points de vue au moins :

- les personnalités politiques au sens de l'anthropologie culturelle doivent exploiter leurs passions pour exister voire pour survivre,
- les collectifs vivent sur la mobilisation et donc sur les passions qu'ils peuvent susciter.

Les personnalités politiques forgées dans la peur

Le monde civique vit dans cette contradiction qui veut que ne soient reconnus comme grands que des collectifs à travers des quantités, un nombre de votes, d'adhérents, etc. Alors même que doivent émerger des individus singuliers capables de prétendre à l'exercice du pouvoir. La conquête du pouvoir mais aussi son exercice mobilisent des êtres incarnés et non des entités rationnelles ou de purs représentants symboliques. Leurs traits de personnalité, leurs capacités à s'appuyer sur leurs passions, à refouler ces passions ou à se laisser emporter par elles, peuvent être variables mais non ignorées. Il est de bon ton de railler « l'ambition des politiciens », mais ce serait oublier que la sélection est particulièrement sévère à l'entrée, et la concurrence omniprésente. Certains évoquent la nécessité d'avoir un tempérament de gagnant, d'autres de « killer », même, ce qui montre bien la dose d'agressivité nécessaire pour l'emporter en raison de la concurrence, interne aux partis, puis entre partis. C'est d'ailleurs ce qui rend la vie politique épuisante : il n'existe pas de répit ni de repos dans la lutte pour la survie. Les amis d'aujourd'hui sont les concurrents de demain et il est indispensable d'être toujours en éveil, à l'affût pour éviter toutes les chausse-trape de droite et de gauche. L'incertitude est constitutive du statut d'acteur politique, à travers les réélections régulières, qui sont autant d'épreuves où tout se remet en jeu. Dès lors la rivalité, plus l'incertitude inhérente à ce statut, génèrent chez la plupart une peur constante. Certes, l'inquiétude est une vertu mais dans ce cas, elle tend à envahir toute la pratique politique. Les peurs s'accumulent : peur de ne pas être réélu, peur de ne pas être assez connu, peur de ne pas avoir sa place (sans telle commission, dans tel gouvernement, ou même sur la photo), peur de ne pas être aimé du chef, etc. Il suffit de voir avec quel appétit les élus se jettent sur la presse nationale ou locale pour voir s'ils existent, si on a passé leur communiqué, pour être sûrs qu'un collègue, ami ou ennemi, n'a pas pris des initiatives menaçantes pendant qu'ils étaient occupés ailleurs, etc. L'agressivité interne aux partis ou entre partis est une constante¹⁰.

10 Cette incertitude muée en inquiétude consomme une énergie considérable toute entière dévouée à la survie, à l'existence. ■■■

■■■ Cette énergie ne peut être utilisée ailleurs, dans la créativité, dans le risque de la rencontre avec des autres « non politiques » parfois si peu disciplinés ni dans le combat face aux « ennemis ». Les Verts semblent ainsi particulièrement obsédés collectivement et individuellement par leur survie, car les places sont rares lorsqu'on n'est pas un parti de l'establishment : l'énergie dépensée en interne les empêche alors d'avoir une activité militante extérieure significative (les Verts ne sont jamais des « militants » à la mode communiste). Tout change cependant lorsqu'ils sont élus.

les cordes»,... Les « intellos », les « mous », les « suivistes » sont dévalorisés. Et là est toute la contradiction vécue par les acteurs politiques. Tout se passe comme s'ils recevaient une double injonction sous cette formule unique « sois politique ». Ce thème souvent exprimé de façon critique (« il n'est pas assez politique », « ce n'est pas politique »), etc. présente l'avantage d'englober deux sens contradictoires :

- « Sois politique », au sens que nous avons évoqué dans les modèles théoriques disponibles pour penser la politique, c'est-à-dire, « Sors de la violence, sors des passions, adopte le Verbe et le Droit ». Il faut s'appuyer sur l'intérêt général et sur l'autorité, en faisant corps avec les dogmes fondateurs, en restant au-dessus des conflits, en mettant en scène le détachement vis-à-vis du lien créé par le pouvoir.
- « Sois politique », au sens de « Sors du consensus, rends coup pour coup, dévoile la compétition sauvage des intérêts, assume la guerre et les rapports de force », ce qui revient à prendre sa place dans la division politique, à entrer sur le champ de bataille.

Il y a fort à parier que le candidat politicien sera perdant à tous les coups comme dans toutes les injonctions paradoxales, analysées par Bateson et

■ Watzlawick, Beavin, Jackson Une logique de la communication, Paris, Le Seuil, 1972.

L'injonction paradoxale : « sois politique »

L'agressivité n'est pas spécifique à la politique, certes, puisque l'incertitude et la rivalité qui la génèrent sont présentes dans d'autres univers sociaux. Un commerçant ou un sportif savent que leurs concurrents ne leur feront pas de cadeaux et leur univers repose sur ce cadre de la compétition qui nécessite un investissement agressif reconnu. Mais un acteur politique ne peut s'autoriser à trop extérioriser cette agressivité. Il doit aussitôt parler de programme, d'idées, de consensus, « d'élever le débat », de « relative déception » ou de « progrès encourageants »... sans reconnaître la peur, l'amertume, la rancœur ou l'euphorie qui peuvent l'envahir selon les situations.

Les militants, les élus eux-mêmes ou les médias, valorisent pourtant dans les comportements politiques celui qui se bat, celui qui « monte au créneau », celui « qui renvoie l'adversaire dans

les cordes »,... Les « intellos », les « mous », les « suivistes » sont dévalorisés. Et là est toute la contradiction vécue par les acteurs politiques. Tout se passe comme s'ils recevaient une double injonction sous cette formule unique « sois politique ». Ce thème souvent exprimé de façon critique (« il n'est pas assez politique », « ce n'est pas politique »), etc. présente l'avantage d'englober deux sens contradictoires :

- « Sois politique », au sens que nous avons évoqué dans les modèles théoriques disponibles pour penser la politique, c'est-à-dire, « Sors de la violence, sors des passions, adopte le Verbe et le Droit ». Il faut s'appuyer sur l'intérêt général et sur l'autorité, en faisant corps avec les dogmes fondateurs, en restant au-dessus des conflits, en mettant en scène le détachement vis-à-vis du lien créé par le pouvoir.
- « Sois politique », au sens de « Sors du consensus, rends coup pour coup, dévoile la compétition sauvage des intérêts, assume la guerre et les rapports de force », ce qui revient à prendre sa place dans la division politique, à entrer sur le champ de bataille.

Il y a fort à parier que le candidat politicien sera perdant à tous les coups comme dans toutes les injonctions paradoxales, analysées par Bateson et par Watzlawick¹¹. Selon les circonstances, le même comportement ne sera pas assez politique (trop respectueux des formes et du débat, trop

au-dessus des partis) ou... pas assez politique (trop passionné, trop partisan, trop « passage en force »). On pourrait espérer sortir de ce paradoxe en en faisant seulement une question de phases ordonnées dans le temps : la conquête du pouvoir mobiliserait les passions et l'esprit partisan alors que l'exercice du pouvoir nécessiterait, ensuite, de se placer « au-dessus des partis », d'incarner l'intérêt général. Mais les deux sont constamment mêlés : l'adversaire n'a de cesse de disqualifier tous les supposés comportements non partisans comme des marques idéologiques plus rusées sans doute mais tout aussi partisans. Celui qui croit être à l'abri ou « au-dessus » de tout cela, est qualifié de naïf et on se charge de le déniaiser rapidement ! Ce repoussoir du « faible », à la fois émotif et conciliant, présente sans aucun doute des proximités avec un modèle convenu de « la femme ». On ne saurait ignorer à quel point la vie politique est façonnée par des personnalités à stéréotypes virils, même s'il s'agit de (rares) femmes. La mise à distance des « passions faibles » est un trait constitutif de toute éducation du mâle, alors que dans le même moment, on l'encouragera pourtant à se mettre en colère ou à se battre.

Et dans d'autres circonstances, sans qu'on sache vraiment comment s'opère ce retournement, c'est le comportement partisan, militant, « idéologique » dit-on parfois ou « sectaire », qui sera disqualifié. L'être politique incapable de se projeter au-delà de ce champ de bataille paraît alors tout juste bon pour l'infanterie, pour aller « ferrailer » mais il ne sera jamais capable de gouverner au nom d'une supposée unité.

Les collectifs condensent des passions hétérogènes

L'exercice du pouvoir confronte non plus seulement aux conflits et aux passions des partis, des militants, mais à celles des gens ordinaires ou à celles des gens moins ordinaires et très organisés en groupes de pression pour tirer à vue sur chaque action de l' élu (cf. le schéma répétitif de la guerre des chasseurs contre les élus écologistes). Bref, on ne peut sortir du conflit, ni du combat, ni des passions qu'il mobilise, voire même de sa violence et dans le même temps, on ne peut pourtant faire autrement que de rappeler les impératifs de la parole, du débat et du droit pour parvenir à des compromis vivables. Deux figures types de l'action politique finissent par s'opposer alors qu'elles sont toutes les deux nécessaires et qu'on aimerait parfois qu'elles soient incarnées dans la même personne : le leader et le diplomate (mis en valeur par B. Latour et I. Stengers). L'un doit relancer les passions (au point de risquer parfois de se faire déborder), et cela sur des modes différents selon le mode de leadership, et l'autre doit leur trouver de « vrais débouchés »

qui supposent un compromis avec le monde réel et ceux qui le gouvernement. Ces deux figures nécessitent souvent des personnalités politiques très différentes, c'est-à-dire des configurations socio-psychologiques personnelles adaptées à cette fonction : passer de l'un à l'autre relève alors d'un art de la transmutation personnelle particulièrement éprouvant et... rare. La création d'un collectif quel qu'il soit suppose un déclencheur, un ressort de mobilisation. Ce sont de nouveaux objets de désirs qui se présentent, parfois sous la forme d'objets de révolte. Le travail propre des animateurs de ces collectifs, aussi modestes soient-ils, c'est encore et toujours de relancer les envies, les motivations pour agir. Ils ne peuvent donc engager leur mobilisation en rejetant ce qui fait agir ces adhérents, ces militants ou simplement ce public. Ils s'appuient sur la révolte, sur la rancœur parfois, sur la peur également mais parfois aussi sur la sympathie, sur la compassion ou encore sur la recherche de nouveaux plaisirs. L'association que nous avons créée contre un tracé du TGV¹² agrège ainsi des passions fort diverses : certains s'empressaient de les disqualifier en intérêts particuliers (des riverains !), ou en rancœurs apolitiques (régler ses comptes avec l'administration ou... avec ses voisins), ou en idéologies a priori (« les-protecteurs-des-p'tits-zoiseaux »). Et toutes ces passions si diverses peuvent se heurter entre elles, jusqu'à devoir même exclure certains nouveaux membres qui préfèrent régler des comptes entre eux, au point de rendre impossible toute action commune. Tout le travail des animateurs doit consister à établir un compromis entre ces passions, ces motivations, pour qu'elles se renforcent et se focalisent sur certains objectifs plutôt que de se disperser ou s'affaiblir mutuellement. Mais ce n'est jamais gagné. Toute volonté de changement de l'état du monde, toute tentative d'émancipation, reflète un malaise, une insatisfaction, une frustration, une rancœur, voire une révolte et une haine. Celui qui accepte tout, qui vit bien le monde tel qu'il est, n'a aucune raison de se lancer dans l'action pour le changer : on pourrait certes avoir une mobilisation conservatrice, pour que rien ne bouge, mais ces termes paraissent contradictoires en eux-mêmes !

C'est bien tout le problème des mobilisations des collectifs qui ont si facilement conduit à disqualifier les foules et par extension toute expression de passions non codifiée, non filtrée. L'insatisfaction génère une volonté, une énergie, même une passion pour le changement social

¹² J'ai relaté cette expérience dans « Derrière chez moi... l'intérêt général. Le Bois de Scœuvres à Rennes », in *Le génie associatif*, Textuel, 2001.

et politique et les faire taire serait perdre tout le bénéfice de la participation de citoyens à la définition des mondes communs. Mais ces mêmes soucis conduisent à des choix politiques diamétralement opposés à l'échelle de

plusieurs élections, comme on a pu le voir avec le vote populaire en faveur de Le Pen. Toute la différence vient de ce subtil moment de basculement de la peur ou de la frustration vers la haine. La haine du monde, certes, mais surtout la haine de soi, la haine de sa situation, de son incapacité à agir, à maîtriser son monde, sa place dans le monde et son image. D. Sibony a souvent insisté sur la dynamique mortifère de la haine de soi, productrice de violence à tous coups, car si difficile à convertir en confiance en l'avenir, au point de se retourner en violence physique contre soi, comme dans les suicides (lesquels, conçus comme attentats ne font qu'aggraver la spirale).

Tous les animateurs de ces collectifs spontanés nés de révoltes, de rancœurs diverses, ont connu ces moments de doute sur la capacité du groupe à surmonter ces effets centrifuges des passions : il faut laisser s'exprimer chacun car cette fonction d'expression des passions, des motifs d'action est un point de départ essentiel, mais alors cela exaspère d'autres, si cela devient répétitif, sans proposition, surtout lorsque cela se tourne contre d'autres acteurs du collectif lui-même. Les débordements des uns vont être dénoncés tout aussi passionnément par les autres. Le refus des débouchés ou des compromis sera parfois un réflexe permanent de celui qui ne veut rien exprimer d'autre que sa haine du monde. Mais ce sera aussi parfois la seule position politique réaliste, pour ne pas tomber dans un consensus qui inhibe tout conflit et ses repères. Dans le récit de l'action d'une association de défense déjà évoquée, j'ai montré l'énergie considérable requise pour faire vivre ces collectifs : il faut passer du temps, il faut « y croire », il faut faire un vrai travail, comportant des tâches passionnantes et d'autres particulièrement ennuyeuses et peu valorisantes. L'économie interne des collectifs se branche inévitablement sur celles des personnes. Dans plusieurs cas, l'énergie et l'efficacité débordantes d'un leader conduisent à déposséder le collectif de sa lutte et finissent par le démobiliser : il faut alors au contraire savoir ralentir, savoir « perdre le temps » de la délibération et de la délégation pour maintenir une association plus large. Les régulations internes aux collectifs peuvent être alors prises en défaut et les haines, les peurs, contre un ennemi commun ou contre des adversaires secondaires peuvent finir par s'infiltrer entre les membres eux-mêmes.

4- Le cycle de la violence, la réciprocité du couplage passionnel

La difficile « pacification » de ces collectifs qui doivent rester « mobilisés » fait alors apparaître la dimension de réciprocité des passions (ou celle de l'agressivité et de la violence). Les collectifs peuvent s'enfermer dans des règlements de compte, soit avec l'ennemi commun, soit entre alliés,

13 Dans des registres très différents, les travaux de Tarde, de Girard, de Livet et de Caillé constituent des sources remarquables sur ce plan. ce qui est souvent reproché aux Verts. Il existe une dimension cyclique de la violence et des passions en général. Dès lors qu'une injustice, une insulte, une humiliation ou une expression agressive ont été produites, elle doivent faire retour et elle le feront obligatoirement à un moment ou à un autre, sous une forme explicite ou déguisée. La mise en jeu de la personne sous sa dimension passionnelle crée un lien entre les deux entités (ou plus) concernées qui les attache durablement et va les conduire malgré elles. Le cycle des règlements de compte, de la vengeance, porte à l'extrême ce principe mais il est anthropologiquement fondé bien au-delà¹³. Agresser l'autre, c'est prétendre avoir *prise* sur lui, en prenant pied dans son univers au-delà de ce qui est convenu mais c'est en même temps admettre qu'on est émotionnellement très engagé, très affecté, très touché et par là, soi-même *sous l'emprise* de l'autre. Nous retrouvons ainsi une des sources du couplage décisif entre les êtres dans le conflit comme dans le pouvoir. Mais la quête de l'origine, de « celui qui a commencé » est vaine car le couplage s'est construit en même temps sous des formes parfois anodines et a construit les protagonistes comme tels. Il s'agit même d'un élément essentiel de tout héritage, individuel ou collectif: on règle souvent les comptes des générations précédentes qui ont, délibérément ou non, enfermé les héritiers dans une vision du monde irréconciliable et invivable et qui les oblige à payer leurs dettes.

Cette dimension du cycle et de la réciprocité est d'une telle puissance qu'elle rend illusoire les propositions de règlement amiable, l'appel aux bons sentiments et à la délibération raisonnée. Chacun sait que dans ce cycle, tous courent à leur perte commune et pourtant, on ne peut que « réagir », répéter et rendre. La flèche du temps de l'action rationnelle orientée vers un but n'a plus cours: c'est « d'éternel retour » que l'on entend souvent parler, entre groupes ethniques, entre factions, etc. Comme si tout effacement des traces était impossible. Nous sommes précisément là au cœur du politique et de ses conditions d'action. Car c'est avec cette dimension cyclique des passions (et de la violence) que nous pouvons mettre en évidence le jeu du pouvoir et du conflit.

Le pouvoir et le conflit comme couplages

Ce que le cycle de la violence et des passions nous apprend, c'est bien le couplage des acteurs de toute situation conflictuelle, forgée dans un engagement émotionnel inévitablement. Les deux (ou plus) acteurs sont « pris » et c'est dans ces termes qu'il faut aussi traiter toute question de

pouvoir, en restant ainsi proches de théories anthropologiques de la prise et du don, ou de la sorcellerie. Toute situation de pouvoir est une situation relationnelle, qui n'est pas naturalisable comme rapport de forces ou calcul d'intérêts et dont on ne peut se détacher en faisant appel à l'intérêt général ni à l'autorité. Dans le modèle du maître et de l'esclave, traité longuement par Hegel, on perçoit au mieux le couplage irréductible constituant toute relation de pouvoir, avec le retournement possible des dépendances réciproques. La prise de l'un sur l'autre est nécessairement engagement et attachement¹⁴ des deux partenaires, aussi asymétrique la relation soit-elle. Il n'est pas d'échappatoire au risque de dépendance dès lors qu'on est un être social, engagé dès la naissance dans des relations de prise en charge, de dépendance, d'asymétrie qui se dépassent et se déplacent plus qu'elles ne s'annulent.

Le pouvoir et le conflit comme passions ambivalentes

Ce couplage n'est pas un simple attachement formel: il met en jeu des existences. Pour beaucoup, c'est un jeu qui tourne vite « à la vie, à la mort ». L'intensité passionnelle des rivalités politiques ne montre pas tant l'ambition démesurée ou les haines primitives, « machos », que l'impossibilité d'assumer ces attachements, ces couplages. L'adversaire se définit en même temps que son opposant, le dominé se définit en même tant que le dominant. Le lien est alors fondamentalement marqué par l'ambivalence: c'est une relation d'amour-haine, qui rend si incompréhensible à l'observateur ces embrassades entre députés qui viennent de s'insulter à la tribune. À ce niveau de couplage, il devient difficile de calculer, d'opérer le détachement nécessaire¹⁵. Les êtres qui peuplent l'univers politique seraient beaucoup plus simples et prévisibles si on pouvait les classer en deux sous-groupes:

- Les leaders qui jouent la division, l'attaque de l'adversaire (et qui peuvent de ce fait avoir des stratégies rationnelles fondées sur les forces et sur les intérêts, qui les sortent des passions).
- Les diplomates qui jouent le compromis, l'accord au-dessus des partis (et qui peuvent alors se référer à des dogmes, à des principes partagés, qui là aussi les sortent des passions). Or tout être politique, pour avoir droit à l'existence, doit savoir appartenir aux deux groupes, malgré ses inclinaisons, et savoir passer d'un registre à l'autre. Les êtres politiques restent de ce fait toujours au cœur des passions, ils ne peuvent jamais trancher le nœud qui les unit à

¹⁴ L'engagement et l'attachement sont des concepts fort utiles mis en place par Boltanski d'une part et Latour d'autre part.

¹⁵ C'est ce qui se dit de Jospin à qui on reproche à la fois sa trop grande maîtrise de ses passions et dans le même temps son hostilité obsessionnelle contre Chirac!

ceux qu'ils repoussent ou à ceux qu'ils dirigent. Et c'est lorsque l'attachement contradictoire est précisément insupportable que la violence peut émerger, soit sous sa forme autoritariste, même déclarée porteuse de l'intérêt général, comme «abus de pouvoir» dit-on alors, soit sous sa forme de réaction d'attaque-défense.

Le pouvoir et le conflit comme jeux

Il n'existe pas d'issue à cette ambivalence, à ces couplages dans le conflit et dans le pouvoir. C'est au contraire en acceptant cette emprise réciproque que l'on peut commencer à assumer les passions qui la nourrissent inévitablement sans pour autant en être captifs. C'est uniquement dans le registre du jeu que l'on peut dès lors théoriser le conflit et le pouvoir, non pas pour les réduire au dilemme du prisonnier de la théorie des jeux, mais pour prendre en compte l'action coordonnée *malgré eux* des acteurs de tout jeu de pouvoir. La capacité personnelle des acteurs politiques à se percevoir comme attachés et pris dans le jeu politique est très variable, de même qu'il y a différentes façons de traiter la distance au rôle pour tout acteur de théâtre. Mais elle est essentielle pour accepter ce lien, sortir de toute prétention à la maîtrise et au calcul et prendre plaisir à l'exercice même de ce jeu, ce qui est une forme d'acceptation des passions qui s'y mobilisent. Il ne s'agit pas pour autant d'une posture dandy (même si nous avons aussi à apprendre d'elle), mais d'une pratique que certains courants d'analyse institutionnelle ont déjà mis en œuvre dans des cadres plus restreints (Cf. Tosquelles, Oury).

Conclusion

Ce modèle du conflit et du pouvoir comme couplage, comme ambivalence et comme jeu¹⁶, permet à la fois une sortie assumée des rapports d'autorité, infantilisans (le plus souvent porteurs de violence) et de règlements de compte après coup. Les passions ne peuvent être traitées qu'à la condition de trouver un cadre explicatif et un projet politique qui les assument. L'écologie politique abandonne les idéaux de «maîtrise» qui constituent toutes les autres approches politiques. Elle doit permettre cette réconciliation des politiques avec ces passions qu'ils vivent comme «des démons», comme une dynamite qu'ils ont appris à mépriser, à taire, ou à prétendre «manipuler».

■¹⁶ Pour éviter d'entrer dans une autre discussion, je ne traite pas les dimensions de représentation ni de responsabilité, pourtant indispensables. À cette condition, ils pourront alors apprendre une certaine prudence, non paralysante, mais qui évite de provoquer encore plus de violence, en vivant librement avec celle qui nous constitue.

François Bégaudeau

Faut-il battre les films violents ?

Que dire, que penser devant le déchaînement de la violence au cinéma ? Peu de prescriptions sûres dans ce domaine, mais une précaution : se garder de crier. Regarder, plutôt ; tenir farouchement, en marge de la morale, le cap esthétique.

Écarter d'emblée la question du caractère incitatif des films violents... non qu'elle soit dénuée d'intérêt (s'il est avéré que *Scream* fabrique des serial killers, des mesures radicales s'imposent), mais parce qu'elle voue à la spéculation arbitraire. Même les psychologues peinent à dégager, en la matière, des énoncés clairs. C'est qu'on touche à de sacrées choses, le coefficient ontologique de l'image, la libido scopique, la barbarie (originelle ou pas). Le petit lambda, treize ans, a peut-être tué dix de ses condisciples dans la continuité de sa passion pour *Seven*, mais peut-être aimait-il le film en tant qu'il révélait/flattait/illustrait des pulsions préexistantes.

Par quelle corne, donc, prendre le taureau qui, effrayant les parents, s'abat sur le cinéma mondial et américain en particulier, avec une fureur exponentielle depuis une vingtaine d'années ? Par quel bout prendre le problème sans tomber dans la pudibonderie, sans rogner sur la sulfureuse conviction que l'art n'a pas de comptes à rendre à la morale ?

En partant de là, justement, de cette souveraine indifférence à l'intérêt public immédiat ! Mais pour aussitôt nuancer : l'art doit certes se projeter par-delà le bien et le mal édictés par son époque (il est par définition d'avant-garde), mais n'est recevable que si dépositaire d'une morale intrinsèque, si tenu par un cahier des charges tacite et valable pour son seul champ.